

[texte](#)

[editorial](#)

Réinventer l'approche éthique, une exigence politique pour 2019

"Aux innovations qui bouleversent notre rapport au réel, le champ de nos responsabilités, nos systèmes de référence et qui accentuent les individualismes doit donc répondre une innovation éthique qui fait défaut. Il importe désormais d'inventer d'autres modes d'attention, de partages des savoirs et des expertises, de mobilisation et d'affirmation de nos choix comme de nos solidarités."

Par : Emmanuel Hirsch, Directeur de l'Espace éthique de la région Ile-de-France, professeur d'éthique médicale, université Paris-Sud /Paris-Saclay | Publié le : 07 Janvier 2019

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

2018 aura été marqué par les premiers temps de révision de la loi du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique. Courant 2019 un texte de loi devrait être promulgué. Il tiendra compte des évolutions scientifiques en biomédecine et des nouvelles possibilités qu'elles permettent d'envisager. L'Espace éthique d'Ile-de-France poursuit donc son investigation en accompagnement de la réflexion bioéthique et tire de ces derniers mois quelques enseignements.

Il nous faut explorer ensemble les nouveaux territoires de la recherche scientifique et innover dans l'expression et l'implémentation du questionnement éthique. En peu de temps des innovations dites disruptives se sont imposées, notamment avec le numérique : elles bouleversent à la fois les concepts, les système de référence, les connaissances, notre relation à l'autre, nos pratiques sociales et donc notre rapport au monde. Il ne s'agit pas moins que de comprendre si nos attachements à un système de valeurs trouvent encore une pertinence dans un contexte où seules les innovations technoscientifiques semblent porter une espérance. Qu'avons nous à espérer de l'avenir ou mieux que souhaitons-nous qu'il soit ? Sommes-nous prêts à le penser du point de vue des possibles que nous laisse envisager l'intégration mesurée, discutée et arbitrée des évolutions favorisées par l'avancée de nos connaissances, ou concédons-nous notre capacité de jugement, l'exigence de discernement à l'idéologie d'une évolution soumise à une productivité scientifique et technologique indifférente à d'autres règles que celles d'une compétitivité réfractaire à toute

forme de régulation ?

Il convient d'inventer une éthique pour le temps présent et donc des concepts, des outils et la méthode pour investiguer des champs scientifiques émergents, identifier et éprouver la robustesse des points de tensions au regard des principes jusqu'à présent pertinents, envisager des modes de concertation publique dans la perspective d'arbitrages nécessaires même s'ils s'avèrent précaires.

La pensée éthique est en charge d'une responsabilité dont on a mieux saisi la portée au cours des états généraux de la bioéthique, entre janvier et mai 2018 : il ne s'agit pas moins que de se concerter sur les valeurs et les choix qui conditionneront notre devenir. Quelles responsabilités exercer à l'égard des générations futures ? Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) avait lancé les états généraux avec cette question : « Quel monde voulons-nous pour demain ? » Je compléterai l'interpellation d'un point de vue philosophique et politique : « Quelle humanité voulons-nous demain ? De quelle humanité sommes-nous capables, pour ne pas dire dignes ? »

Repenser l'accompagnement démocratique des évolutions

L'approche éthique des avancées scientifiques relève d'une exigence à la fois éthique et politique qui doit intégrer l'analyse critique des connaissances nouvelles, complexes, évolutives (produites dans le cadre de la recherche académique ou du secteur privé avec des complémentarités qui justifient des règles de transparence), le pluralisme des points de vue, la pluridisciplinarité des expertises dans une visée soucieuse du bien commun.

Sans être réfractaire aux évolutions, il nous faut revenir aux fondamentaux, ceux qui confèrent un sens à notre démocratie, au vivre ensemble, mais également aux avancées des connaissances, celles qui permettent effectivement de progresser en humanité et en responsabilité.

Il convient de repenser l'accompagnement démocratique des évolutions intervenant dans les champs de la science en tenant compte d'un environnement socio-politique bouleversé par l'atomisation de la société, la crise des légitimités, l'imprégnation des technologies du numérique et leur incidence dans la communication du point de vue notamment de la « démocratie numérique ».

Aux innovations qui bouleversent notre rapport au réel, le champ de nos responsabilités, nos systèmes de référence et qui accentuent les individualismes doit donc répondre une innovation éthique qui fait défaut. Il importe désormais d'inventer d'autres modes d'attention, de partages des savoirs et des expertises, de mobilisation et d'affirmation de nos choix comme de nos solidarités. Tel est probablement l'un des plus grands défis auquel l'engagement éthique est confronté.

Lorsque qu'est évoquée avec CRISPR-Cas9 la capacité de modifier l'ADN, la biologie de synthèse, les chimères ou les cyborgs, la pensée chemine là également sur des terres inconnues, dans des zones d'incertitude voire de hautes turbulences qui nous éloignent des premiers temps mieux balisés de la réflexion bioéthique. Même si mon constat risque d'apparaître à la fois pessimiste et réducteur, j'estime que nous n'avons pas été attentifs à la montée en puissance d'enjeux scientifiques et technologiques dont il était évident qu'ils bouleverseraient les fondements mêmes de notre système social. Les instances dites d'éthique ont assumé une mission d'observation et parfois de préconisation. Pour autant, ont-elles en quoi que ce soit favorisé cette culture collective de l'attention et de l'anticipation indispensable à la mobilisation de la société au regard des avancées scientifiques ? Au cours des états généraux de la bioéthique, nombre de participants aux débats que nous avons organisé ont témoigné, y compris les plus jeunes, de sentiments de menace, d'insécurité et

de peur face à ce que les innovations scientifiques semblent en capacité d'imposer sans règles de prudence et sans concertations véritables, dans le secret de laboratoires ou de conseils d'administration affranchis de toute forme de régulation externe, puissants d'une capacité de transformation du monde et de bouleversements irrépressibles, au prix d'un renoncement à nos valeurs, règles de vie et projets de société. C'est certainement sur la base de ce constat d'une gravité qui pourrait probablement être nuancée, que doivent être envisagés les fondements et les enjeux d'une pensée renouvelée de l'éthique de la recherche proposée et soutenue par les scientifiques dans le cadre d'un débat public argumenté et continu. Il convient de concevoir les conditions de mise en œuvre d'un réseau qui rapproche la société de ses scientifiques, je veux dire qui puisse créer un cadre favorable aux dialogues, échanges et arbitrages soucieux de l'urgence qu'il y a aujourd'hui à réinterroger la notion de bien commun et à la faire vivre dans la cité.

Nous vivons un moment charnière qu'il nous faut pouvoir accompagner par une pensée exigeante, une concertation sérieuse, avec la sagesse et la résolution de nous prémunir de décisions ou d'inerties qui vulnérabiliseraient davantage encore notre société. Contribuer à la mise en commun de savoirs et de questionnements, c'est je pense s'inscrire dans une démarche de mobilisation démocratique dont on pourrait espérer qu'elle permette de renouveler une pensée éthique et scientifique à hauteur d'enjeux politiques qui concernent notre présent ainsi que le devenir de notre humanité.

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)